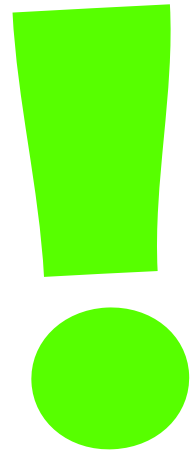


# Non au diktat Hollande-Valls ! Nous sommes la majorité ! **Censurons** **le gouvernement** **dans la rue !**



***Au mépris de toute légitimité et dépourvus de majorité à l'Assemblée nationale, Hollande et Valls ont décidé de recourir au 49.3 pour imposer le projet de loi « travail » et assouvir le MEDEF.***

La répression et les violences policières à l'égard de jeunes, de syndicalistes ou de manifestant-e-s, montrent qu'ils craignent la mobilisation populaire, la convergence des luttes et des colères. Ils se réclament du « dialogue social » mais le pratiquent à coups de matraque et de flash-ball. Ils présentent leur décision comme un signe de force quand elle témoigne surtout du rejet que suscitent les politiques néolibérales.

Ce gouvernement a peur : il n'était « assuré » que du vote de 80 député-e-s sur 280 !

## **S'il est minoritaire, au nom de quoi et de qui va-t-il gouverner ?**

Les organisations syndicales ont décidé de nouvelles journées de mobilisation mardi 17 et jeudi 19 mai. Elles débattent des modalités d'action de la grève et évoquent la perspective d'une manifestation nationale. Ce sont des moments essentiels pour mobiliser largement sur les lieux de travail, les entreprises, sur les places et dans les quartiers, les universités, pour refuser le double recul social et démocratique que le gouvernement veut imposer.

Plusieurs secteurs sont déjà dans l'action, en grève (cheminots, routiers, énergie, chimie, construction, aéroport de Paris, etc.). Ce sont des points d'appui et de dynamiques pour élever le rapport de force.

Il faut convaincre celles et ceux qui hésitent de la nécessité de se mobiliser. Pour affirmer : « *nous ne voulons pas que disparaissent les garanties d'avoir un contrat de travail ; nous ne voulons pas qu'il soit imposé une loi différente par entreprise* ». Cela concerne toute la population.

Car l'essentiel du projet est toujours là : l'inversion de la « hiérarchie des normes » qui permettrait de tirer vers le bas les conditions de travail et les salaires, avec la toute-puissance patronale pour licencier, même si le MEDEF fait mine de n'être pas encore satisfait.

Nous devons, en même temps, soutenir et/ou participer aux actions comme l'occupation active des places avec « Nuit Debout », les actions d'interpellation des députés ou de blocage économique et toutes les grèves, des cheminots, des routiers... qui sont en train de se heurter à la même politique.

## **Des propositions existent d'une véritable alternative.**

On peut faire autrement ! Portées par les organisations syndicales et des juristes, des propositions s'appuient sur le refus d'une société entièrement soumise à l'arbitraire patronal et à la concurrence de tous contre tous. Il s'agit de reconstruire un Code du travail protecteur des droits des salariés.

Le gouvernement a refusé de les discuter au Parlement. Censurons-le dans la rue !



## **Mobilisons-nous massivement les 17 et 19 mai !**

[www.ensemble-fdg.org](http://www.ensemble-fdg.org)